



Newsletter n.5 Sept 2023

S'informer aussi sur :

<https://www.facebook.com/EELVPaysdeLorient/>

https://twitter.com/EELV_Lorient

C'est la rentrée, et l'agenda militant est déjà bien chargé...

Par ici, le programme !

16 et 17 sept. - Rennes -
Journées des Écologistes de Bretagne



Si vous n'êtes pas encore inscrit.e, pas de problème, vous pouvez toujours nous y rejoindre !

Toutes les infos sur :

<https://jeb.bzh/programme/>

Au menu du
bulletin
d'information

Journées des écologistes
de Bretagne

Soutien aux militant.es
contre l'agro-industrie

Sénatoriales 2023 -
Réunion publique à
Lanester

Marche unitaire contre les
violences policières

Manifestation pour le droit
au logement

Réunion de notre
groupe local

Ciné-débat
Les algues vertes

**18 sept. 16h - Lorient -
Soutien aux militant.es contre l'agro-industrie**



Le procès de l'agro-industrie se prépare ! Dans le cadre de l'enquête des comparutions sont prévues lundi 18 septembre en vue de nouvelles mises en examen.

Alors on se donne rdv pour le goûter devant le tribunal judiciaire de Lorient. Le collectif sera présent à partir de 13h pour soutenir les militant.e.s auditionné.e.s avec un temps fort à 16h.

Pour rappel, l'enquête concerne l'action du 19 mars qui consistait à arrêter un train céréalier et déverser son contenu sur les rails.

Pour en savoir + :

<https://bretagne-contre-les-fermes-usines.fr>

**22 sept. 18h30 - Lanester - Sénatoriales 2023
Réunion publique avec Thérèse Thiéry**



C'est la dernière réunion publique de la liste que nous soutenons pour ces élections sénatoriales. Thérèse Thiéry, ex maire de Lanester, a sillonné tout le Morbihan à la rencontre de plus de 200 maires et espère donc remplacer Joël Labbé au Sénat. On croise les doigts !

Pour suivre l'actualité de la campagne :

<https://theresethiery-senat.fr/>

23 sept. 10h30 - Lorient, sous préfecture Marche unitaire contre les violences policières



Marche unitaire le 23 septembre 2023

Pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : le racisme systémique, les violences policières, et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Cette politique néolibérale, imposée par des méthodes autoritaires, fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

Suivant son discours et sa politique autoritaire habituelle, le gouvernement n'a encore une fois que répondu par la répression sous toutes ses formes. **Il est temps que cela change fondamentalement.**

La montée de l'extrême-droite, encouragée par le gouvernement, nous la voyons concrètement dans le Morbihan : ce sont, entre autres, des tags fascistes sur des locaux syndicaux, politiques et aux abords d'établissements scolaires, des militant.es agressé.es sous menace d'une arme à feu, une milice raciste qui tabasse des jeunes, sous l'œil des policiers.

La répression s'étend avec toujours plus d'intensité et de violences policières, y compris dans notre département : comme partout en France, des manifestant.es ont été blessé.es parfois grièvement et d'autres lourdement condamné.es ou en attente de procès pendant la lutte contre la réforme des retraites.

Enfin, la Préfecture organise des expulsions violentes de familles avec enfants, poussant le cynisme jusqu'à affirmer qu'elle exécute les OQTF pendant les vacances scolaires pour « le bien des enfants ». Où est le bien des enfants, quand on vient les menotter à 8h30 du matin chez eux, comme cela est arrivé à la famille Hamzaj de Lanester fin août ?

La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave.

Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières et partis politiques appellent à reprendre la rue samedi 23 septembre, à organiser des manifestations ou d'autres initiatives sur tout le territoire, pour faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.

Nous exigeons des réponses immédiates et dans l'urgence :

- **Abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;**
- **Une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ;**
- **Le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;**
- **La création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;**
- **Un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.**

Marchons toutes et tous ensemble le 23 septembre !

A Lorient : 10h30 sous préfecture

A Vannes : 10h30 préfecture

30 sept. - Lorient Manifestation pour le droit au logement



Nous locataires, subissons sans cesse des hausses de loyers et de charges. En 1973, les locataires consacraient 10% de leurs revenus au loyer, aujourd'hui, c'est près de 30% ...en moyenne, et pour beaucoup c'est plus de la moitié des revenus, c'est notre plus gros poste de dépense!

Cette année les loyers vont augmenter de 3,5%. Cela fera 7,1% en un an, presque un mois de loyer ! Et malgré l'inflation des prix de l'énergie, le gouvernement a décidé la fin du « bouclier tarifaire » ... Alors le nombre d'expulsions s'emballe comme le nombre de sans-abris, alors que les places d'hébergement baissent.

La flambée des prix rendent les fins de mois encore plus difficiles, contraignant beaucoup à faire appel à la solidarité pour se nourrir, à sacrifier les postes santé, scolarité, vacances, transports ... à vivre sans chauffage l'hiver, dans une passoire caniculaire l'été ou dans un taudis, pour payer le loyer, car « la rue c'est la mort ».

Au logement cher, s'ajoutent, les pratiques illégales des bailleurs privés et agents immobiliers, qui arnaquent leur locataire grâce à l'absence de contrôle et des sanctions : Ils fraudent l'encadrement des loyers, le gel du loyer lors du changement de locataire, les normes de décence, les baux, la surface, les règles des congés ... Ils profitent de la pénurie de locations et de HLM, aggravée par les locations Airbnb et les logements vacants.

Les lois qui protègent les mal-logé.e.s et les sans-toit sont bafouées par l'État : loi DALO, droit à l'hébergement jusqu'au relogement, droit au relogement des habitant.e.s de logement insalubres ou en péril ...

Plutôt que de produire en priorité les logements sociaux dont nous avons besoin, car le nombre de demandes HLM atteint les 2,3 millions, le Gouvernement aggrave la crise du logement : il baisse les APL, ponctionne les caisses du logement social et vient même au secours des promoteurs.

Il détruit massivement des logements sociaux dans les quartiers populaires au nom de la « mixité sociale » et de la « sécurité » pour mieux briser les liens sociaux, réprimer ou chasser les habitant.e.s.

Les résident.e.s de foyers, CHU, CROUS... sont toujours plus précarisé.e.s et les habitant.e.s et salarié.e.s des zones touristiques et des zones tendues ne peuvent plus se loger là où ils travaillent, là où ils vivent.

Plutôt que de réquisitionner les logements vacants qui sont au nombre record de 3,2 millions, il criminalise les locataires qui n'arrivent plus à payer leur loyer, les sans-logis qui pour se protéger, occupent les biens vacants de gros propriétaires, et les salariés qui occupent leur lieu de travail ! C'est la loi Kasbarian-Bergé. Et il prépare de nouvelles lois anti-locataires, de nouvelles lois répressives contre les précaires.

- La baisse des loyers, des prix de l'énergie et la hausse des APL ;
- La réalisation massive de vrais logements sociaux à la place de logements pour spéculer ;
- La taxation des gros patrimoines immobiliers et des profits spéculatifs ;
- Le respect des droits des locataires, des mal-logé.es, des sans-logis, des résidents, le renforcement des lois qui les protègent, le contrôle et des sanctions contre les bailleurs fraudeurs ;
- L'arrêt des expulsions et des politiques d'urbanisme qui chassent les classes populaires (ANRU, grand projets, JO, surtourisme...) qui alimentent le logement cher et la crise du logement.
- L'abrogation de la loi Kasbarian-Bergé
-

A l'appel de :

La plate-forme logement pour toutEs : AFVS, AITEC, ALDA APPUI, ATMF, ATTAC FRANCE, BAGAGÉRIE, CGL, CGT, CNAFAL, CONSTRUIRE !, CONV. NAT. SERVICES PUBLICS, CNL, COPAF, CSF, CSP75, DAL, DIEL, FASTI, FSU, FUIQP, MRAP, PAS SANS NOUS, SAF, SOLIDAIRES, UTOPIA56, SM, SNPES PJJ FSU, STOP PRÉCARITÉ ...

3 Octobre - Lorient - 20h30
Réunion de notre groupe local



Réunion de rentrée donc ultra importante.
On vous y attend toutes et tous.

L'actualité locale, comme nationale, européenne et internationale est intense et fait écho à tous les sujets qui nous sont chers. L'urgence est là, l'effondrement climatique a commencé....

Nous vous préciserons très prochainement le lieu de notre réunion. Soyons en nombre !

19 Octobre - Lorient - 20h30
Ciné débat "Les algues vertes"



Le film de Pierre Jollivet "Les Algues Vertes" sera projeté le Jeudi 19 octobre prochain à 20h00 au Cinéville de Lorient.

La projection sera suivie d'un débat proposé par le collectif Eau, Terre & Vie, en partenariat avec Biocoop, Eau et Rivières de Bretagne et Tarz Heol.

Trois intervenants échangeront avec le public:

- Morgan Large, journaliste,
- Pierre Loisel, Délégué départemental d' Eau et Rivières de Bretagne,
- Raphaël Baldos, journaliste.

Face au succès du film qui totalise plus de 350 000 spectateurs dont un tiers en Bretagne depuis sa sortie le 12 juillet dernier, il est fortement recommandé de réserver vos places au prix de 7,20€ sur le site internet du Cinéville.

Le collectif "Eau, Terre & Vie"